

Décembre 1998 N° 0

EIRENE
Service chrétien international pour la paix

GVOM
Groupe Volontaire Outre-Mer

Sommaire

Editorial

Ça y est, c'est reparti

Chers Amis lecteurs, vous recevrez bientôt un bulletin de façon régulière: après de longs mois de discussions, de réflexions et de négociations - et la décision d'E-changer de lancer sa propre expérience d'information -, nous voici fins prêts à reprendre le collier pour vous offrir 4 fois par an un petit journal dont ce numéro zéro est la mouture finale. Nous avons décidé de réduire sa taille mais nous entendons bien vous soumettre un contenu intéressant et interpellant sinon nourrissant, le tout au prix de
Frs 12.- l'abonnement pour 1999 et de
Frs 20.- l'abonnement de soutien.

Par le biais de notre bulletin nous continuerons à vous informer de la vie de Eirene et de GVOM en Suisse, et des débats qui animent nos associations. Nous désirons aussi laisser la place, dans nos colonnes, à nos partenaires du Sud; et nous espérons pouvoir présenter de façon régulière des témoignages des volontaires et des stagiaires.

Ce numéro zéro est en grande partie consacré à l'Amérique Centrale qui a été ravagée par l'ouragan Mitch. Nos deux mouvements sont très touchés par cette tragédie car nous avons tous les deux des partenaires et des volontaires au Nicaragua (Eirene et GVOM), au Salvador et au Guatemala (GVOM). Tout de suite, les volontaires ont été à pied d'oeuvre avec leurs collègues locaux pour répondre aux besoins vitaux de la population et poser les premiers jalons d'un travail de reconstruction.
Depuis la Suisse nous nous sentons bien impuissants. Comment pouvons-nous concrétiser notre désir d'aider? L'un de nos premiers devoirs de solidarité est de témoigner et de partager avec vous ce que nous avons appris, et surtout de ce que nos amis d'Amérique centrale souhaiteraient pour le futur.

Dans l'idée de tisser un réseau d'informations entre l'Amérique centrale et le reste du monde relatif à l'ouragan Mitch, GVOM a ouvert une page web sur son site. Elle est mise à jour régulièrement.
Son adresse:
www.home.worldcom.ch/gvom/info/mitch

Nous souhaitons que vous trouviez votre compte dans ce nouveau bulletin. Surtout n'hésitez pas, Amis lecteurs, à nous envoyer vos commentaires, vos critiques et vos questions. Nous vous publierons avec joie.

Bonne lecture!!!

Comité d'EIRENE
Groupe de coordination GVOM

Une tragédie au-delà de la malchance qui met en cause tout un système

Sergio Ferrari dans son analyse démontre pourquoi ce désastre n'est pas seulement le résultat de la "malchance".

Le coût humain de la tragédie dépasse tout calcul et toute spéculation. Si au début de la semaine on évoquait timidement le chiffre d'un millier de morts, à la fin de la même semaine ce chiffre a été multiplié par 25 ou 30 pour toute la région centraméricaine, ce qui représente environ 25'000 morts et disparus, les chances de sauver ces derniers apparaissant quasiment nulles...

Sur 3 millions de personnes directement affectées, un million d'entre elles n'ont plus de toit, et il ne s'agit là que d'estimations. C'est comme si d'un jour à l'autre, 16 millions de Brésiliens, ou 30 millions de Nord-Américains, ou un demi million de Suisses avaient perdu tous leurs biens, une partie de leurs maisons, de leurs outils de travail, de leurs moyens de transport, etc.
S'agissant des effets matériels, le bilan actuel montre que le Honduras et le Nicaragua sont les deux pays le plus sévèrement touchés, bien que les effets de l'ouragan Mitch se soient fait sentir aussi au Salvador, au Guatemala et au sud du Mexique.

Une brève description

Selon des sources officielles, le Honduras aurait perdu le 70% de sa production agricole et d'élevage, destinée aussi bien à la consommation interne qu'à l'exportation. Bien qu'on ne connaisse pas de chiffres officiels pour le Nicaragua, l'impact sera tout aussi grave: le pays ne pourra pas compter cette année sur sa deuxième récolte qui fournit les aliments de base pour la moitié de l'année, et la production de café qui aurait échappé à la destruction ne pourra pas être récoltée en raison de la destruction des voies de communication (environ 2000 km).

Plus de 250 ponts dans la région, dont 169 au Honduras, ont été détruits, ce qui aggrave le problème le plus urgent à court terme: le manque de voies de communication pour assurer les secours aux victimes. La route panaméricaine, véritable colonne vertébrale qui réunit tous les pays de la région, a subi des dommages considérables.

L'ouragan Mitch s'est acharné sur les deux pays les plus pauvres de la région: ceux qui présentent les plus hauts taux de chômage (au Nicaragua, 60% de la population économiquement active), le produit intérieur brut par tête le plus faible (environ 1850 dollars par an au Nicaragua et au Honduras, soit la moitié de celui du Guatemala, et moins d'un tiers de celui de Panama ou du Costa Rica), et la dette extérieure la plus élevée (avec le Panama).

Il n'y a pas de hasard...

Comme le dit la sagesse populaire, c'est toujours aux pays les plus pauvres qu'arrivent les pires tragédies.

C'est un constat exact, mais incomplet. En réalité, c'est justement parce qu'ils sont si pauvres qu'ils doivent payer un prix si élevé face à des cataclysmes naturels ou à des crises planétaires. C'est d'autant plus vrai dans le contexte du modèle économique mondial dominant, qui se traduit, pour des pays comme ceux d'Amérique centrale, par des plans d'ajustement néo-libéraux draconiens qui augmentent jour après jour la misère de la plus grande partie de la population.

Ce ne sont pas les exemples qui manquent pour démontrer la responsabilité de ce système, et celle des gouvernements, dans le drame que vit cette région du monde.

Tout d'abord, le profond désastre écologique qui affecte l'Amérique centrale comme la majorité des pays du sud, en raison d'une part de la spoliation systématique des richesses naturelles (principalement les forêts) de la part des grandes entreprises privées, et d'autre part des comportements des paysans qui pour survivre ont recours au défrichage ou au brûlis indiscriminé.

Comme l'affirment des sources écologistes dignes de foi, les effets de Mitch n'auraient pas atteint de telles proportions si la zone pacifique de l'Amérique centrale n'avait pas souffert d'une telle dévastation écologique.
On rappellera qu'au mois de mai dernier, toute la région a été recouverte d'un nuage de fumée tel que l'espace aérien a dû être fermé pendant deux semaines pour manque de visibilité.

D'autre part, il faut souligner la responsabilité politique des Etats face à un drame en partie prévisible comme un ouragan, contrairement à un tremblement de terre. Ni le Honduras ni le Nicaragua n'ont pris de mesures pour faire face de manière organisée à cette catastrophe qui était annoncée une semaine à l'avance lorsque l'oeil du cyclone s'est formé au large de la Colombie.

La faiblesse des Etats (résultat de l'application des politiques de privatisation dominantes), la réduction des budgets sociaux, la médiocrité des milieux politiques, plus soucieux de démocratie formelle que de la démocratisation réelle de leurs pays, et le caractère anti-populaire de certains gouvernements (particulièrement celui du Nicaragua) sont des éléments communs à pratiquement tous les pays de la région. Ces éléments créent des conditions propices à l'aggravation de l'impact sur la population des catastrophes dites naturelles.

Solidarité pour l'avenir

Face à une catastrophe d'une telle ampleur, qui touche directement près de 10% de la population d'Amérique centrale (3 millions de victimes directes), qui aura des répercussions sur l'approvisionnement, les transports, la santé, l'éducation, l'environnement etc de toute la région, toute aide humanitaire ponctuelle, aussi généreuse et indispensable soit-elle, restera toujours insuffisante.

Ceci nous oblige à envisager de nouvelles formes de coopération et de solidarité qui mettent l'accent sur la co-responsabilité de toute la planète face à des cataclysmes de cette nature.

C'est ce que propose une initiative promue par le "Grupo Propositivo de la Sociedad Civil" au Nicaragua ainsi que par l'institut allemand Südwind, qui réclament une annulation de la dette extérieure du Honduras et du Nicaragua. Les données figurant dans un projet de document présenté par cet organisme allemand sont éloquentes: alors qu'en 1997 le Honduras a consacré plus de 410 millions de dollars au paiement des intérêts de la dette, il n'a investi que 16 millions pour l'achat de matériel médico-chirurgical dont il aurait tant besoin.

Ce document démontre que l'énorme charge fiscale imposée par la dette extérieure paralyse les possibilités de développement économique de ces deux pays. Pour l'année 1998, les créanciers internationaux attendaient le paiement de 450 millions de dollars de la part du Honduras, et de 350 millions de dollars de la part du Nicaragua.

Exiger le respect de ces obligations serait immoral et inhumain, surtout aujourd'hui compte tenu de la situation. Un calcul approximatif montre qu'avec 300 millions de dollars, si l'on annulait la dette de ces pays, on pourrait alimenter un fonds d'urgence qui permettrait de construire 600 centres de santé, d'assurer l'accès immédiat aux services de santé à plus d'un million de personnes et de commencer la reconstruction de l'infrastructure productive des deux pays les plus touchés par l'ouragan.

Si l'annulation de la dette améliorerait la situation, il serait tout aussi important, dans la situation actuelle, que les pays du Nord acceptent de réévaluer les prix internationaux des prix des produits que les pays d'Amérique centrale exportent. Même si la bourse du café à Londres n'a rien ressenti des dommages significatifs causés aux cultures de café du Nicaragua et du Honduras, puisque son paramètre de référence est constitué par le Brésil et la Colombie, une revalorisation du prix des produits centraméricains ne représenterait qu'un geste de justice minimal.

Au-delà de cela, il serait nécessaire, comme l'a indiqué une partie de la grande presse européenne, face à des catastrophes de cette nature, de réévaluer l'attitude des grands organismes internationaux. Le quotidien espagnol El Pais signalait, mercredi dernier, que "face à un désastre d'une telle ampleur, avec des économies régionales brusquement renvoyées à l'époque du troc, la solidarité internationale spontanée ne suffit pas. Celle-ci doit être réglementée, et automatique. Tout comme le FMI fait fonction d'hôpital pour les finances en état critique, il est urgent de trouver une formule, probablement à travers l'ONU, pour affronter des catastrophes majeures."

Si l'on peut affirmer qu'il n'y a pas de hasard dans ce qui frappe aujourd'hui les nations centraméricaines, c'est que les conséquences de cette catastrophe naturelle sont en grande partie le résultat d'une politique imposée à ces pays pour répondre aux intérêts des pays du Nord. Raison de plus pour exiger aujourd'hui des gouvernements de ces pays une aide à la fois immédiate et des changements en profondeur en faveur d'une réelle justice dans les rapports internationaux.

Sergio Ferrari - 4 novembre 1998
Paru dans Le Courrier
samedi 7 novembre 1998

Mitch et sa pluie

Je vais bien et je n'ai pas eu de problèmes, juste un peu de peur

Danièle, stagiaire au Salvador, retrace le passage de l'ouragan Mitch à Matagalpa (Nicaragua) où elle assistait à un atelier sur l'agriculture biologique, ainsi que son périple et celui de ses compagnons salvadoriens pour rejoindre le Salvador.

Lundi 4 novembre, retour au Salvador depuis le Nicaragua. Je vais bien et n'ai pas eu de problèmes, juste un peu de peur.

Ici, la situation reste grave et même si Mitch semble s'être décidé à s'en aller, on n'est pas encore sorti de l'auberge.
Vous aurez sûrement vu des images à la télévision, dans les journaux. Peut-être même plus que moi. J'aimerais partager avec vous ce que j'ai vécu, pour que ces images prennent une dimension un peu plus réelle: qu'est-ce que j'en ai vu et entendu, de Mitch.

Le déluge

Je me trouvais à un séminaire sur l'agriculture biologique près de Matagalpa (où se trouve Charlotte, pour ceux qui connaissent), avec des nicaraguayens, des costaricains des salvadoriens et des suisses. Le cours a commencé le lundi 26 octobre et se terminait le mercredi 28. Le mardi et le mercredi, il a plu tout le temps. Mais ça faisait déjà plusieurs semaines que les pluies du Nicaragua exagéraient.
Le mercredi soir, nous sommes revenus à Matagalpa, dans la joie du petit verre de rhum avec lequel s'était clôturé le cours. Il pleuvait. Quelques personnes étaient déjà parties pour Managua, alors que trois salvadoriens et moi avions décidé de rester une nuit de plus à Matagalpa et de partir le lendemain matin.
A Matagalpa, on était logé chez des amis dans une maison proche du rio. La nuit a été courte: on l'a passée à surveiller le rio qui commençait à déborder. Beaucoup de maisons ont été inondées cette nuit-là, mais pas celle-là.
Le jeudi a été presque normal. Le rio avait bien baissé et les gens avaient l'air tranquille. On apprenait qu'on devait rester pour le moment à Matagalpa parce que la route pour Managua avait été coupée. Il y avait des ponts cassés. Une autre amie allait nous loger.
En fin d'après-midi, le rio avait de nouveau monté et la boue avait envahi la première maison. Nos amis avaient eu le temps de partir, mais ils avaient presque tout perdu. Cette nuit-là, le rio est passé jusqu'à 1 m 50 en dessus du pont, il a emporté d'autres maisons, des gens, des routes,....

Le vendredi, le rio avait baissé, mais on ne savait pas si c'était fini ou non. Il fallait s'organiser: acheter des vivres pour ??? jours, surveiller la maison sinistrée pour éviter les vols, mettre en marche des réseaux de solidarité, appuyer ceux qui avaient déjà commencé,...
On écoutait la radio sans arrêt pour savoir ce que Mitch devenait. La radio "Ya", une radio nicaraguayenne, m'a épatée: ils ont été présents tout le temps. Ils diffusaient les messages personnels de gens qui essayaient de localiser leur famille, ils critiquaient le gouvernement qui ne faisait rien, ils dénonçaient les magasins qui augmentaient les prix des vivres,... Cette radio a été un bon appui pour la population.

La nuit du vendredi au samedi, les météorologues étaient indécis: Mitch se trouvait au sud du Honduras et ils ne savaient pas s'il allait monter vers le nord sur le Salvador ou descendre sur le Nicaragua en passant par Matagalpa. On s'est préparé à devoir quitter la maison en catastrophe pour une autre maison plus solide. Pour finir, il s'est dirigé vers le nord et est passé sur le Salvador. A ce moment-là, les salvadoriens qui étaient restés avec moi à Matagalpa ont commencé à s'inquiéter: il fallait partir pour le Salvador où ils avaient laissé leur famille.

Le samedi à Matagalpa, le jour était calme, Mitch s'en allait. La radio nous disait que Matagalpa avait suffisamment de vivres pour 3 ou 4 jours. Et après??? La route était coupée à beaucoup d'endroit, les récoltes étaient perdues, il y avait des milliers de gens "damnificados" (sinistrés).

Le président nicaraguayen, Arnoldo Aleman, n'a jamais voulu déclarer l'état d'urgence. Il disait à l'extérieur du pays que ce n'était pas si grave. Il a décidé que l'aide internationale passerait toute entre ses mains: il avait peur de ne pas pouvoir s'en mettre un peu de côté. Le cardinal Obando y Bravo, évêque du Nicaragua, a expliqué qu'il ne pouvait pas

déclarer l'état d'urgence pour le pays parce que ça pourrait affecter la banque privée, les crédits diminueraient et ça provoquerait un sentiment d'instabilité qui ferait fuir les investisseurs... C'est logique, il faut protéger l'économie des riches et laisser mourir les pauvres.

Les gens qui sont morts au Nicaragua sont des pauvres qui vivaient près des rios pour manque d'accès à d'autres sources d'eau, ou dans des maisons en cartons, des gens du campo qui sont montés dans les arbres pour se protéger de l'inondation et qui, après 3 ou 4 jours, n'avaient plus la force de s'y maintenir. Mais ne vous en faites pas pour les riches, ils sont toujours en lieu sûr et ils vont même réussir à s'enrichir un peu plus grâce à la corruption du gouvernement et à la détresse du peuple nicaraguayen.

Voyage de retour

Le dimanche matin, le soleil se levait. Nous nous sommes mis en route, les 3 salvadoriens et moi, à 7h30 du matin pour Managua.
On a laissé Matagalpa, où la crainte n'était plus Mitch et sa pluie, mais ce qui vient après: pas d'eau potable, pas de vivres, des réfugiés, les épidémies comme le choléra, la malaria, les eaux sales, les ordures, la communication avec l'extérieur, retrouver tous les disparus, ...

A la sortie de Matagalpa, il y avait un pont cassé, il a fallut le descendre par un câble (avec les mains et sans équipement d'alpiniste) sur 5 mètres environ. Après, nous avons marché 3 km jusqu'au pont suivant. La route était beaucoup endommagée. Puis un véhicule nous a transportés jusqu'à la ville suivante: Sébaco.
La région avait été inondée aussi, mais l'eau était partie et nous avons pu manger dans un restaurant: la vie recommençait. Sébaco est connu pour sa production de riz et de légumes. Une partie du riz était encore debout, mais des surfaces incroyables ont été dévastées.

Un pont immense et solide a été complètement arraché. Des centaines de personnes attendaient pour passer. Comme à Matagalpa, ni la mairie, ni la police, ni l'armée, ni personne d'officiel avait pris les choses en main. Alors un groupe de civil s'était organisé pour faire passer les gens: il y avait un radeau fait de quelques bouts de bois et de barils. D'un côté un tracteur le tirait et de l'autre, un groupe de personnes. Le courant était fort et le rio large.

Il y avait tellement de monde qui attendait qu'un autre passage avait été élaboré: une corde était tendue d'une rive à l'autre. Nous avons voulu passer par cet endroit, parce que la file était moins longue. Un de nous y est allé, mais le courant était tellement fort que les autres, nous sommes tout de même passé par le radeau.
Après ça, le plus dangereux était derrière nous. Le reste de la route s'est fait en véhicule et en bus. Les bus profitaient aussi d'augmenter les prix. Près de Managua, nous avons attendu presque 2h: la route était inondée et on ne voyait ni l'asphalte, ni le bord de la route. Là, j'ai eu peur aussi. Si le bus sortait de la route, il pouvait se renverser...
On était parti à 7h30 du matin et on est arrivé 20 h à Managua. En temps normal, il faut 3h en voiture. Le lundi matin à 5 h on était à l'aéroport et à 8h on atterrissait à San Salvador.

L'oeil de l'ouragan n'est pas entré sur le territoire nicaraguayen. Le pays a été affecté par les pluies torrentielles provoquées par Mitch, mais à Matagalpa, par exemple, il n'y a pas eu de vent. Les pluies ont été tellement fortes et la terre s'est gonflée d'eau au point qu'il y a eu beaucoup d'éboulement. Dans le Nord, un village et ses habitants, plus de mille, ont été enterrés par une montagne.

Et au Salvador?

Au Salvador, Mitch est passé le samedi. Nous arrivions après. Ils ont senti beaucoup de vent en plus de la pluie, mais la zone sinistrée est plus petite qu'au Nicaragua. Toute une zone dans le sud a été inondée et l'est encore. Les gens se sont vite réfugiés. Et il n'y a pas autant de morts.
L'aide y est plus efficace: la politique est déjà en campagne pour les élections présidentielles de mars 1999. Les partis politiques se précipitent (ou font au moins semblant) pour aider les sinistrés. Ça fait partie de la pub. En ville il y a eu des récoltes de fonds, de vivres. Les supermarchés se vident et il est possible que les prix augmentent.
Un des salvadoriens qui était bloqué avec moi au Nicaragua, petit agriculteur, a perdu toutes ses affaires et toute sa production et peut-être sa maison. Le lundi après-midi, il ne savait pas où se trouvaient sa femme et ses enfants. Son père et son frère étaient restés sur le toit de la maison pour empêcher les vols et il voulait les rejoindre pour leur amener à manger, ils n'avaient rien eu depuis 3 jours.
Tout était encore inondé. Je n'ai pas eu de nouvelles depuis et je suis un peu inquiète. Mais j'espère que tout se sera bien passé.

Un seul village de ceux avec lesquels travaille l'ONG a été touché. Il se trouve dans une courbe du fleuve et les petits ponts qui représentaient leur seul lien avec le monde ont été arrachés ou endommagés. Quelques maisons ont été inondées et les récoltes ont été saccagées. Les malades de ce village ont été évacués en hélicoptère. J'ai donné une partie de l'argent reçu au DADaSa pour acheter des vivres pour ce village. Ils sont en train d'essayer de l'atteindre. Mais je ne sais toujours pas si ça a marché. Ce village n'a pas encore été reconnu comme sinistré par le gouvernement. Toute l'aide va dans une région, et peut-être qu'il y en a qui ne reçoivent rien.
Le Salvador a été moins touché que le Honduras et le Nicaragua. Au Honduras, Mitch y a tourné un moment pour saccager le plus possible avant de s'en aller. La capitale, Tegucigalpa, a été presque toute détruite. Après avoir passé par le Salvador, Mitch est allé au Guatemala et au Mexique. Aux dernières nouvelles, il allait peut-être reprendre un peu de force sur le Pacifique pour passer ensuite sur Miami. C'est un ouragan imprévisible.

Le 90 % des ponts ont été détruits, il y a plusieurs milliers de morts. L'Amérique centrale a en grande partie perdue ses récoltes. Les gouvernements sont tellement corrompus qu'ils ne cherchent pas vraiment a organisé quelque chose qui tienne debout. Et si de l'aide alimentaire arrive, ils vont s'en mettre plein les poches. Au Nicaragua, les sandinistes essaient de faire pression. Ici c'est le FMLN, parti de gauche, qui insiste auprès du gouvernement et qui soutient le plus la population.

Que vont manger les gens du campo dans quelques jours, quelques semaines? Combien va-t-on payer la nourriture? Comment se réglera le problème de l'eau potable? Des épidémies? Où vont se reconstruire les bidonvilles? Combien de victimes va faire encore Mitch?

Que faire?
Et la politique dans tout ça? Ça me laisse pensive:
Un gouvernement, à l'heure actuelle a peu de pouvoir à cause de l'influence des institutions internationales et des multinationales. Mais lors de situations graves comme celle-là, ces gouvernements, qui sont une reproduction des dictatures d'avant les révolutions et guerres civiles, ici, en Amérique centrale, constituent une preuve de plus que la politique néolibérale des Etats-Unis et du monde se fait sur le dos des pauvres et à coups de milliers de morts. Ils auraient pu en sauver des vies, s'ils l'avaient voulu; et ça me fait peur de penser au nombre de personnes, femmes, hommes et enfants qui vont mourir de maladies, de malnutrition, par manque de volonté de présidents corrompus.

La suite va être dure. Même si l'ouragan est parti, il y a des pays à reconstruire, des champs à ressemer, des écoles à rouvrir,... tant de choses.

A bientôt, fin décembre.

Danielle Rouiller

La tragédie... vers un autre avenir?

Une possibilité d'envisager un autre futur

On a dit ces derniers jours qu'il nous faudra 20 ans pour retrouver le niveau de développement que nous avions en Amérique centrale jusqu'au mois d'octobre 1998. Mais voulons-nous vraiment retrouver ce même niveau?

La tragédie, qui a frappé essentiellement les secteurs les plus pauvres, a atteint cette ampleur justement à cause du modèle de développement en place: Conditions économiques et sociales qui laissent de côté une partie de la population, mauvaise planification, absence de politiques de prévention, faiblesses d'organisation....

Comme le dit A. Zamora dans "El Nuevo Diario" de Nicaragua. "Un tremblement de terre échelle 7,4 a secoué la Californie en 1992 et a causé un mort. A Manangua, en 1972, il y eu 15 000 morts. L'ouragan Elena a causé 5 morts aux Etats-Unis. Un cyclone au Bangladesh, un demi-million. Plus que la nature, ce sont la pauvreté et les gouvernements incapables qui nous tuent..."

Si l'Amérique centrale a été détruite aujourd'hui, il nous faut, à plus forte raison, repenser le projet de sa reconstruction. Paradoxalement, la tragédie pourrait se convertir en une opportunité de repenser un nouveau modèle de développement pour la région, un modèle qui soit effectivement équitable, durable, et démocratique.

Tout doit être remis en question aujourd'hui à la lumière de cette nouvelle géographie économique et depuis le regard encore ébahi des 30 millions d'hommes et de femmes de cet isthme: L'intégration centro-américaine, l'insertion dans les marchés globaux, les politiques de production agricoles, les politiques de l'habitat, la santé, l'emploi. Les priorité de la coopération internationale: la coopération bilatérale, la coopération multilatérale, la coopération non-gouvernementale, et les actions de solidarité...

C'est à cette fin que nous avons élaboré la proposition suivante d'actions possibles pour le moyen terme:

1. Analyser,

interpréter et débattre sur le modèle de développement en Amérique centrale.

- Réaliser une interprétation critique et détaillée des effets de l'ouragan et des autres désastres naturels dont a souffert dernièrement l'Amérique centrale, en prenant comme base le modèle de "développement" en vigueur et en relevant ses aspects économiques, sociaux, politiques, environnementaux (par exemple, la relation entre la déforestation, l'érosion du sol et la gravité des éboulements; les inondations et la carence de planification urbaine; le manque d'organisation et le peu de capacité à prévenir une d'évacuation; la perte des récoltes aujourd'hui et son impact alimentaire et écologique futures, etc...)

- Introduire dans le débat publique, des réflexions et des propositions sur un nouveau modèle de développement pour la région à partir des conditions que rencontrons depuis le 1er novembre.

2. Faire pression

sur les instances gouvernementales. Influencer les instances de coopération.
- Proposer des critères, des règles, des priorités et de nouvelles manières de concevoir les programmes de développement en Amérique centrale, répondant à l'urgence, mais en nous projetant dans le long terme. Ceci est valable aussi bien pour ce qui concerne l'aide internationale, que pour les politiques gouvernementales centrales et locales.
- Formuler, à partir de la situation mentionnée ci-dessus des initiatives qui influencent directement la définition de nouvelles politiques de l'habitat, de santé, de production alimentaire, d'emploi, de protection écologique, d'intégration régionale, etc...

3. Orienter

la réponse à l'urgence dans les projets locaux, avec une logique à long terme et de développement de capacités.

- Répondre à l'urgence, avec une méthodologie qui renforce la capacité de planification, de proposition de négociation et d'organisation des personnes et des instances avec lesquelles nous travaillons. Passer de l'état de "sinistrés" à celui de "sujet de développement".
Confronter la logique purement assistentialiste, verticale , "bienfaitrice" et ponctuelle, avec des actions et des propositions qui impliquent la participation consciente de la population: qui permette d'atteindre une meilleure capacité de diagnostique, de définition de priorités, de planification des ressources, etc...

- Renforcer la capacité de vigilance et de contrôle de la part de la société civile sur les mesures gouvernementales, les plans d'urgence et de prévention, le respect des recommandations techniques pour éviter de nouveaux désastres face à des conditions climatiques difficiles...

4. Resserrer

en partant de cette situation de condoléances mutuelles, créer des canaux de communication et d'appui plus stables et permanents entre les peuples de la région, qui nous permettraient de nous entendre comme participes d'un même destin, dont nous avons chacun besoin. Tous nos pays ont été sérieusement touchés et, bien que la tragédie ait été terrible au Honduras et au Nicaragua, ce qui c'est passé dans les autres pays ne fut pas secondaire.

> Lancer la circulation d'informations sur les efforts, les initiatives, les actions exemplaires ou expériences novatrices mises en place pour répondre au désastre aux besoins les plus immédiats. Faire remarquer qu'aucun gouvernement ne pourrait affronter à un désastre de cette ampleur sans la participation active, consciente et organisée de la société.

En définitive, il faut nous préparer pour que ceci n'arrive plus jamais. (...) Nous devons faire en sorte de dépasser le niveau de développement que nous avions jusqu'au 20 octobre dernier, non seulement en termes quantitatifs, mais également en termes qualitatifs. Saisissons la possibilité que ce désastre nous offre, en nous montrant de façon brutale le visage meurtri de cette région et les conséquences du système dans lequel nous vivons pour nous engager à construire de nouvelles relations, de nouvelles conditions, un nouveau future.

Voilà quelques idées et propositions à enrichir et améliorer...

...fraternellement

Oscar Jara H.
Coordinateur Regional ALFORJA, organisation régionale parapluie dont est membre la FUNPROCOOP, organisation partenaire de GVOM au Salvador dans laquelle travaillent Anne-Catherine Bickel et Danielle Rouiller.

Avis aux abonnés

Grâce à vous, notre bulletin s'autofinance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail.
Un grand merci à ceux qui soutiennent ce moyen de dialogue par leur versement.

Nicaragua - Après le déluge

Viviane Luisier, sage-femme, nous décrit l'état de destruction de la région et l'organisation de l'aide humanitaire à Matagalpa.

Depuis dimanche premier novembre, nous commençons à croire que l'ouragan s'est défait. Il pleut encore, une fois par jour, et même fort, mais c'est la saison des pluies, c'est normal. Parfois la rivière grossit, mais elle ne déborde plus.
Après 48 heures passées sans électricité, la lumière est revenue. Quant à l'eau, ça prendra des mois pour qu'elle sorte à nouveau des robinets: tout le système de tuyauterie est anéanti. Il faut donc qu'il pleuve... un peu.

Dès que la fuite, la réinstallation et le désastre ont eu passé, nous avons informé l'extérieur du pays pour demander de l'aide, et nous avons commencé à nous organiser pour aider les zones et les refuges en difficulté. Le défi était d'obtenir une aide rapide pour que la population reste le moins longtemps possible dans l'oubli, la faim et l'humidité. Plusieurs organismes ont réagi, grands et petits, et des coordinations se tentent, mais c'est extrêmement chaotique.

L'agence CARE (nord-américaine) couvre un grand nombre de besoins, grâce à des moyens puissants. Les petits organismes prennent en charge les lieux où ils développent habituellement leurs activités.

Concrètement, l'organisme où nous travaillons a commencé à recevoir l'aide suisse (gouvernementale et solidaire, pour un seul but) dès le 3 novembre au matin, et immédiatement nous nous sommes transformés en commerçants de "granos basicos" (riz, frijol, maïs), que nous envoyons directement aux refuges dont nous savons qu'ils ne reçoivent pas encore de l'aide.

Evidemment, dans un pays appauvri et désorganisé comme l'est le Nicaragua après plusieurs années de démantèlement social grâce à une politique toute entière tournée vers la privatisation, au moment d'une pareille catastrophe, la pauvreté et la désorganisation ne peuvent qu'augmenter. Des meutes de gens parcourent les rues avec des sacs, des bidons, à la recherche de nourriture et d'eau potable. De longues files d'enfants attendent les distributions de lait frais organisées par l'usine Nestlé de Matagalpa ("Prolacsa"), lait frais qui devrait servir à la production de lait en poudre.

Hier soir, à la radio, on a entendu le peuple de León déchaîné qui a reçu Arnoldo Aleman, Président du Nicaragua, du parti libéral, à coup de bassines d'eau et d'insultes. Il n'a pas pu "visiter" León. C'est la seule nouvelle "politique" qui nous soit parvenue cette dernière semaine. L'organisation de la survie est une activité épuisante et appauvrissante. Le constat des dégâts est déprimant et les perspectives de se relever semblent lointaines.

Dans les jours qui viennent, on espère que tous ceux qui peuvent réintégrer leur maison l'auront fait. Le nombre de personnes hébergées dans les refuges devrait donc se ramener au nombre de personnes sans toit, soit pour le département de Matagalpa environ 7680. Ceci ne veut bien sûr pas dire que les personnes avec maison "semi-détruites" puissent vivre normalement, car le retour dans une maison pleine de boue, avec des vêtements pourris et des meubles cassés ne veut pas encore dire qu'on puisse reprendre sans autres ses activités normales.

Pour les paysans, le désastre n'est pas seulement dans la maison, mais aussi dans les champs. C'est pourquoi le rapport que nous envoie la mairie de La Dalia comporte cette dimension du problème.

En même temps, les communications par route s'améliorent à mesure que l'eau descend. Au pont de Waslali, où il fallait employer échelle et filin pour passer, il est maintenant possible de traverser seulement avec une corde, et les camionnettes double traction passent la rivière. C'est un premier obstacle presque levé vers le sud, vers la capitale, vers les vivres, vers l'eau purifiée, vers l'essence! On y verra donc bientôt plus clair.

Il faudrait déjà pouvoir prévoir des projets de reconstruction qui prennent en compte l'autosuffisance alimentaire, la protection de la nature, la place des femmes et des enfants, beaux projets bien ficelés qui comportent tout le fruit des expériences de développement qui aient existé ne serait-ce que dans ce pays... Il faudrait surtout imaginer une coopération dont le fruit arrive réellement à ceux qui en ont besoin, une coopération qui soit source aussi de développement individuel, afin de redonner aux personnes dignité et goût à la vie.

Le téléphone sonne, un camion chargé de maïs arrive, deux ex-contras viennent demander des vivres pour leur communauté, on manque de chlore dans un centre de santé. Les projets ce sera pour demain. Et on est tellement crevé.

Viviane Luisier

Une campagne de solidarité a été lancée dans les médias suisses dès les premiers jours par une quinzaine d'organismes, dont EIRENE et GVOM.
Vos dons en faveur des victimes de l'ouragan sont les bienvenus.
EIRENE. CCP 23-5046-2 GVOM. CCP 10-20968-7
Nous nous engageons à faire parvenir vos dons à nos organisations partenaires le plus rapidement possible

Départs - Retours

Sabine et Sandrine En novembre, deux nouvelles stagiaires GVOM s'envoleront pour les tropiques: Sabine Brüschweiler, ethnobotaniste, travaillera pendant 6 mois sur l'étude de l'utilisation des plantes d'une vallée du Costa Rica. Elle sera employée par l'association Montana Verde. Quant à l'architecte Sandrine Ducrest, c'est à Cuba, auprès de l'ONG Habitat-Cuba, qu'elle fera connaissance avec les méthodes de travail développées par les architectes cubains pour répondre aux besoins de la population en matière d'habitat.

Isabelle Dubuis, architecte de formation, est partie pour Haïti début novembre 1998 et appuie l'Organisation de Développement de Désarmes pendant 6 mois. Elle a pour tâche de réaliser les plans pour une école professionnelle, qui devra permettre aux jeunes de la région de suivre une formation sur place.

Chloé Miéville, diplômée en Sciences Politiques, quittera la Suisse début décembre 1998 pour 5½ mois et rejoindra l'équipe du PAAP au Niger. Le projet d'appui à l'autopromotion paysanne d'Agadez (PAAP) soutient diverses communautés paysannes de la région de l'Aïr. Chloé travaillera dans le secteur appui matériel et financier du projet.

Silke Reymann, ingénieure forestière, rentrera en Suisse avant Noël après avoir séjournée 8 mois en Haïti à Désarmes. Elle a principalement organisé la récolte et le stockage des semences dans le cadre du projet de reboisement.

Pour un habitat populaire alternatif: Echange Sud-Sud entre Cuba et l'Uruguay

Juan Jose Sarachu, président du Centre Coopératiste Uruguayen (CCU) retrace pour nous l'expérience d'échange soutenu par GVOM entre le Centre Coopératiste Uruguayen et Habitat-Cuba, deux organisations du Sud actives dans l'urbanisme.

Une brève présentation

En peu de mots, nous dirons que le CCU est une association civile uruguayenne sans but lucratif. Il a été créé en 1961 par un groupe de professionnels de différents horizons désireux de s'investir dans la promotion et la formation de divers types de coopératives (vivrières, agricoles, artisanales, de pêche, d'épargne et de crédit etc...). Comme il avait déjà réalisé 3 expériences pilotes en matière d'habitat, le CCU fut consulté par le Parlement national lors de l'élaboration de la loi du fond national d'habitation de 1968 qui contient un chapitre sur les coopératives (...).

En tant qu'institut d'assistance technique (équipe multidisciplinaire) le CCU a participé à la mise sur pied de 50% des noyaux d'habitation qui ont été menés à bien. Aujourd'hui, en accord avec la Municipalité de Montevideo, il est actif dans les domaines de la réhabilitation et de la revitalisation urbaine des zones centrales de la capitale -de plus en plus pauvres-. Il a ainsi développé de nouveaux modèles de construction adaptés aux secteurs de la population disposant de revenus modestes.

L'organisation partenaire, Habitat Cuba, est également une organisation sans but lucratif issue de la société civile cubaine. Elle existe depuis 1993, fruit de la volonté d'un groupe de spécialistes dont les préoccupations sont l'habitat, l'urbanisme, l'environnement, et les problèmes de rapports homme-femme liés à la question de l'habitat.

En 1990, Cuba dut affronter une grave crise issue d'une reconversion nécessaire de l'économie cubaine axée jusque là sur son association avec les pays du bloc de l'Est. L'habitat n'était pas épargné par les problèmes liés au blocus . Face à la pénurie de matériaux de construction, et devant la paralysie des planifications étatiques de construction d'habitat on conçut alors un programme pour pallier à la crise: Appui à l'auto-construction, développement de la production de matériaux locaux, initiation d'un appui directe à la population pour lui apporter les services de projets, etc...

C'est à cette époque que l'on découvrit à Cuba la méthode de dessin de l'architecte argentin Rodolfo Livingston; cette méthode est basée sur l'incorporation consciente et participative de la "famille-cliente" au processus d'élaboration du projet de construction de son habitation. En mars 1994, le premier groupe d'Architectes de la Communauté est apparu à Holguin. D'autres groupes se sont créés par la suite dans tout le pays. En juin 1996, on en comptait pas moins de 74. 14 d'entre eux travaillent dans les capitales de provinces, tandis que les 60 restants oeuvrent au niveau des municipalités.

Premiers échanges

En 1996, un programme de coopération Sud-Sud entre l'Uruguay et Cuba fut lancé avec un appui financier de GVOM. Il a débuté par deux expériences d'échange.

C'est ainsi que trois "compagnons" de Habitat-Cuba vinrent observer les expériences menées par le CCU en Uruguay en matière de coopératives d'habitation, et en particulier le système de construction basé sur l'aide mutuelle, qui a été développé chez nous depuis 30 ans.

De même trois "compagnons" du secteur Habitat du CCU visitèrent les travaux menés par Habitat-Cuba à Cuba, spécialement intéressés par l'expérience de dessin participatif lié à la structure de l'Architecte de la Communauté à Cuba.

Les deux organisations apprécièrent grandement ces premiers échanges, et rédigèrent une proposition en vue de leur poursuite et du lancement de futures actions complémentaires pour profiter des études, des méthodes et des expériences pratiques menées par chacune des organisations.

Ceci signifierait sans aucun doute une économie de coûts et d'efforts dans la recherche de chemins alternatifs pour répondre aux nécessités croissantes des familles cubaines et uruguayennes dans les multiples aspects de l'habitat.

La suite

Peut-être est-il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de ces échanges, mais à titre d'exemple nous pouvons mentionner deux faits démontrant les potentialités d'un programme de coopération Sud-Sud appuyé depuis le Nord

- L'apport significatif de l'expérience cubaine de dessin participatif pour enrichir le processus du système uruguayen de coopératives basée sur l'aide mutuelle: Cet apport a suscité la réflexion qui sans aucun doute conduira au perfectionnement d'un système qui répondait aux besoins de la réalité uruguayenne, mais qui était néanmoins perfectible.

- Le lancement en 1998 de deux expériences pilotes à Cuba sur la base du système uruguayen d'aide mutuelle dans les provinces de Santi Espiritu et de Ciego de Avila, dans la la zone centrale de l'île. Les compagnons d'Habitat Cuba ont décidé que deux coopérativistes de chacune des 2 expériences pilotes participeraient à un stage* prévu cette année en Uruguay, afin d'analyser depuis le terrain ce qu'a signifié l'introduction du système coopératif d'aide mutuelle.

**GVOM a soutenu en 1998 un nouvel échange entre des techniciens des deux pays.*

Jean Jose Sarachu, Président du CCU

Stages

Bilan d'un stage de 6 mois dans le projet de reboisement de Désarmes à Haïti

L'hiver dernier, j'ai eu l'occasion d'effectuer un stage de 6 mois organisé par EIRENE à Haïti. En plus d'un intérêt marqué pour la coopération au développement et les relations Nord-Sud, ma motivation pour ce stage était de faire une expérience dans un projet travaillant à la base, sur le terrain, proche de la population locale et de découvrir l'approche de développement d'une organisation de volontaires. Ce stage constituait également une sorte de test personnel pour voir si ce genre de travail correspondait à mes goûts et mes capacités.

Je suis arrivé à Haïti début novembre, où j'étais accueilli par Daniel Jeanneret, volontaire EIRENE et responsable du projet de reboisement de Désarmes. J'ai passé les premiers jours à Port-au-Prince, la capitale, où j'ai suivi un cours de créole, la langue parlée par les Haïtiens. J'ai ensuite effectué un séjour dans une communauté rurale située dans les montagnes en-dessus de Port-au-Prince qui m'a permis d'apprendre la culture haïtienne et de pratiquer la langue.

Après cette phase d'immersion très enrichissante et à mon avis indispensable pour effectuer un travail efficace sur le terrain, j'ai passé la partie principale de mon stage à Désarmes, dans la Vallée de l'Artibonite, qui se situe à un peu plus de 3 heures de route de Port-au-Prince. J'étais affecté dans le projet de reboisement du MCC [1].

Haïti est un petit pays montagneux situé dans les Iles Caraïbes, en Amérique centrale. Pauvre économiquement, instable politiquement, il se différencie nettement des autres pays situés dans les Caraïbes, et même de son pays voisin, la République Dominicaine, qui occupe la partie orientale de la même île, appelée Hispaniola. Lorsque l'île fut découverte par Christophe Colomb en 1492, elle était recouverte à 95% par une forêt tropicale dense et luxuriante.

Aujourd'hui, suite à la déforestation, il ne reste que des montagnes dénudées avec pratiquement plus un arbre.

Les conséquences de cette déforestation sont d'une part la forte érosion des sols, l'augmentation des crues, la diminution du débit d'eau, voire l'assèchement des sources et d'autre part la pénurie de bois pour la construction et le chauffage.

Afin de remédier à cette situation, le MCC est actif dans le domaine de reboisement depuis 1982 dans la Vallée de l'Artibonite. Les arbres étaient produits initialement dans une grande pépinière centrale et transportés dans les différentes communautés. A partir de 1995, le MCC s'est orienté vers un système décentralisé dans le but d'augmenter la participation de la population locale.

Actuellement, le MCC gère une vingtaine de pépinières situées dans différentes communautés dans la région de Désarmes et contribue ainsi au reboisement des bassins versants.

Mon travail principal était un projet de reboisement des zones de sources. L'année dernière, afin de garantir à long terme un approvisionnement en eau des sources, l'ODD[2] a lancé l'idée du reboisement des zones de sources. Après une campagne de sensibilisation de la population, une première action de reboisement avait été entreprise. Vu le succès de cette première action, l'ODD a l'intention d'y donner une suite. Le but de mon travail était de faire des propositions pour le reboisement des zones de sources de la région de Désarmes sur le plan technique (mesures, choix des essences, etc.) et organisationnel (planication, suivi, etc.).

Une autre de mes activités était un appui dans l'organisation d'une action de sensibilisation à l'occasion de la Journée Internationale de la Forêt. Cette action avait pour but de sensibiliser la population de la région de Désarmes sur les relations qui existent entre la forêt et l'eau et ainsi sur l'importance du reboisement.

Le bilan de ce stage est très positif, même si tout n'était pas toujours facile. Grâce à l'excellent encadrement dont j'ai bénéficié, je me suis rapidement adapté aux nouvelles conditions de vie et de travail et pu réaliser des travaux très intéressants.

J'ai beaucoup appris, aussi bien au niveau professionnel que personnel. Cette expérience à Haïti a confirmé ma motivation de travailler par la suite dans le cadre de la coopération au déleloppement.

Patrick Rossier

[1] MCC = Mennonite Central Committee: organisation de développement de l'église mennonite canado-américaine

[2] ODD = Organisation de Développement de Désarmes: organisation haïtienne

Adresses

GVOM: B. Faidutti Lueber, 14, Rue Henri Mussard, 1208 Genève
EIRENE: N. et F. Godi-Glatz Consulting, 6, Ch. de Rive, 1350 Orbe
Web: www.home.worldcom.ch/gvom
Abonnements: 4 parutions par an: Frs 12.--
abonnement de soutien Frs 20.--
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz
Ont participé à ce numéro: S. Ferrari, D. Rouiller, O. Jara H., V. Luisier, J. J. Sarachu, P. Rossier
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: A. Monard, La Chaux-de-Fonds

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement